



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 59.018/2/AG  
du 19 avril 2016

advies 59.018/2/AV  
van 19 april 2016

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
21 décembre 2006 relatif aux  
conditions en matière de  
formation et d'expérience  
professionnelles, aux conditions  
en matière d'examen  
psychotechnique pour l'exercice  
d'une fonction dirigeante ou  
d'exécution dans une entreprise  
de gardiennage ou d'un service  
interne de gardiennage et relatif à  
l'agrément des formations'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van het  
koninklijk besluit van  
21 december 2006 betreffende de  
vereisten inzake  
beroepsopleiding en -ervaring,  
de vereisten inzake  
psychotechnisch onderzoek voor  
het uitoefenen van een  
leidinggevende of uitvoerende  
functie in een  
bewakingsonderneming of  
interne bewakingsdienst en  
betreffende de erkenning van de  
opleidingen'

Le 25 février 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours<sup>(\*)</sup>, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations'.

À l'exception de l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 mars 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY, président de chambre.

La compétence de l'auteur de l'acte a été examinée par l'assemblée générale le 19 avril 2016. L'assemblée générale était composée de Yves KREINS, premier président, Marnix VAN DAMME, Pierre LIÉNARDY, Jo BAERT et Pierre VANDERNOOT, présidents de chambre, Jan SMETS, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX, Bernard BLERO, Wouters PAS, Wanda VOGEL, Koen MUYLLE et Patricia DE SOMERE, conseillers d'État, Jan VELAERS, Christian BEHRENDT, Jacques ENGLEBERT, Marianne DONY et Bruno PEETERS, assesseurs, et Danièle LANGBEEN, greffier en chef, et Wim GEURTS, greffier.

Les rapports ont été présentés par Patrick RONVAUX, premier auditeur, et Dries VAN EECKHOUTTE et Tim CORTHAUT, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 avril 2016.

---

<sup>(\*)</sup> Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85 des mêmes lois coordonnées.

Op 25 februari 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen <sup>(\*)</sup> een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen'.

Het ontwerp is, met uitzondering van het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, door de tweede kamer onderzocht op 21 maart 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter.

De bevoegdheid van de steller van de handeling is door de algemene vergadering onderzocht op 19 april 2016. De algemene vergadering was samengesteld uit Yves KREINS, eerste voorzitter, Marnix VAN DAMME, Pierre LIÉNARDY, Jo BAERT en Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitters, Jan SMETS, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX, Bernard BLERO, Wouters PAS, Wanda VOGEL, Koen MUYLLE en Patricia DE SOMERE, staatsraden, Jan VELAERS, Christian BEHRENDT, Jacques ENGLEBERT, Marianne DONY en Bruno PEETERS, assessoren, en Danièle LANGBEEN, hoofdgriffier, en Wim GEURTS, griffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur en Dries VAN EECKHOUTTE en Tim CORTHAUT, auditers.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 april 2016.

-----  
<sup>(\*)</sup> Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85 van diezelfde gecoördineerde wetten .

## PORTÉE DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis est pris en exécution de la loi du 10 avril 1990 'réglementant la sécurité privée et particulière' (ci-après : « la loi du 10 avril 1990 »). Il tend à apporter diverses modifications à l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations' (ci-après : « l'arrêté royal du 21 décembre 2006 »).

2.1. Parmi les modifications en projet, certaines, à savoir celles prévues par les articles 1<sup>er</sup>, 5 et 8 du projet, ont spécifiquement pour objet de régler l'activité de gardiennage visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, de la loi du 10 avril 1990, aux termes duquel

« Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant [...] une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de :

[...]

8° accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière ».

2.2. L'article 1<sup>er</sup> du projet modifie l'article 2 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 en vue de fixer des conditions spécifiques auxquelles doit satisfaire le membre « du personnel dirigeant [...] pour exercer une autorité sur les agents de gardiennage des entreprises de gardiennage ou services internes de gardiennage qui exécutent seulement l'activité visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 8°, de la loi [du 10 avril 1990] ».

2.3. L'article 5 du projet modifie l'article 21bis de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, relatif aux conditions de la formation en vue d'obtenir « [l']attestation de compétence agent de gardiennage – accompagnement de véhicules exceptionnels », en réduisant le nombre global d'heures de cours de formation exigé pour l'obtention de cette attestation (article 5, 1°, du projet), en supprimant la formation prévue à l'article 21bis, 2° – « techniques de communication analogiques et digitales appliquées : 4 heures de cours » – (article 5, 2°, du projet) et en diminuant le nombre d'heures de cours de formation exigé pour les formations visées aux 3°, 4° et 5°, du projet de cette disposition (article 5, 3° à 5°, du projet).

2.4. L'article 8 du projet adapte l'article 32, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, relatif aux dispenses accordées aux titulaires de « l'attestation de compétence générale agent de gardiennage » qui souhaitent obtenir « l'attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement de véhicules exceptionnels ». L'adaptation vise à omettre la mention de la formation « techniques de communication analogiques et digitales appliquées » parmi les cas de dispense dès lors que cette formation est abrogée par ailleurs (voir l'article 5, 2°, du projet, abrogeant l'article 21bis, 2°, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006).

3.1. D'autres modifications, à savoir celles prévues par les articles 3, 1°, 10, 11, 13 et 14 du projet, se rapportent à des dispositions qui concernent la matière du gardiennage en général mais qui sont également applicables à l'activité de gardiennage consistant à fournir des services d'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière.

3.2. L'article 3, 1°, du projet modifie l'article 8 relatif aux conditions d'accès des candidats aux différentes formations prévues par l'arrêté royal du 21 décembre 2006. Il remplace la phrase introductive de l'article 8, aux termes duquel « Le candidat ne pourra prendre part à une formation que s'il satisfait aux conditions suivantes : [...] », par les mots « L'organisme de formation ne laissera le candidat prendre part à la formation que s'il démontre qu'il satisfait aux conditions suivantes : [...] ». Cette règle nouvelle est censée valoir également en ce qui concerne la formation mentionnée à l'article 21bis de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, ainsi que cela résulte de l'article 8, 1° à 3°, 7° et 11°, de cet arrêté.

3.3. L'article 10 du projet modifie l'article 46 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 en le complétant par un alinéa 2 ayant pour objet de régler les modalités de réinscription des intéressés aux examens organisés sur la base de cet arrêté.

3.4. L'article 11 du projet modifie l'article 48 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 en le complétant par un alinéa 2 ayant pour objet d'imposer que les examens et les épreuves de repêchage soient « passés dans le même organisme de formation ».

3.5. L'article 13 du projet modifie l'article 80 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 en vue de prévoir que la demande d'agrément d'un organisme de formation doit renseigner « l'adresse de l'unité d'établissement où sont conservés les données et les documents mentionnés à l'article 95bis, alinéa 1<sup>er</sup> ».

3.6. L'article 14 du projet remplace l'article 95bis de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 par une disposition ayant pour objet, d'une part, de régler le délai et les modalités de conservation par les organismes de formation de divers documents et données relatifs aux formations et, d'autre part, d'obliger les organismes de formation à signaler immédiatement à l'administration tout changement d'adresse d'une unité d'établissement.

4.1. D'autres modifications encore, à savoir celles prévues par les articles 2, 2°, 7 et 12 du projet, traitent de l'activité de gardiennage consistant à fournir des services d'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière, mais dans le cadre d'activités distinctes et sans modifier comme tel le contenu des règles spécifiquement applicables à l'activité de gardiennage consistant à fournir des services d'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière.

4.2. L'article 2, 2°, du projet modifie l'article 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, relatif aux conditions de formation auxquelles tout agent de gardiennage doit répondre, en remplaçant le 13° de la disposition.

L'article 3, 13°, actuel énonce que tout agent de gardiennage doit « être détenteur d'une 'attestation de recyclage agent de gardiennage', délivrée pendant la période de deux ans qui précède la demande d'une carte d'identification ; cette condition n'est pas d'application pour les personnes qui, pendant la période de cinq ans qui précède la demande d'une carte d'identification, ont reçu une attestation, visée, selon le cas, aux articles 12, 17, 18, 21, 21bis ou s'il bénéficie de l'article 106bis ».

La modification consiste : à prévoir que l'agent de gardiennage doit « être détenteur d'une 'attestation de recyclage agent de gardiennage' ou d'une 'attestation de recyclage personnel dirigeant', délivrée pendant la période de deux ans qui précède la demande d'une carte d'identification » ; à ne plus renvoyer au dispositif transitoire mis en place par l'article 106bis de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 ; et enfin à consacrer deux nouveaux cas de non-application de la condition en faveur des personnes qui disposent de l'attestation prévue à l'article 9 ou à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, en énonçant que le régime dérogatoire bénéficie aux « personnes qui, pendant la période de cinq ans qui précède la demande d'une carte d'identification, ont reçu une attestation, visée, selon le cas, aux articles 9, 10, 12, 17, 18, 21 et 21bis ».

4.3. L'article 7 du projet entend, en conséquence de la modification apportée à l'article 21bis, 2°, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 par l'article 5, 2°, du projet, abroger l'article 31, alinéa 2, de cet arrêté, selon lequel, « Pour l'obtention de l'attestation de compétence générale agent de gardiennage, les personnes qui disposent d'une 'attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement de véhicules exceptionnels' sont dispensées de la branche 'communication analogique et digitale' ».

4.4. L'article 12 du projet modifie l'article 51 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006. Cette disposition identifie les différentes matières mentionnées dans l'arrêté pour lesquelles il appartient au Selor de réaliser et d'évaluer les examens. La modification tend à ajouter aux matières concernées par cette règle celle visée à l'article 17, 3°, de l'arrêté, relatif à « l'étude des différents types de transports de biens et d'argent : 16 heures de cours » que doit avoir « suivi avec fruit » la personne qui souhaite obtenir « [l']attestation de compétence agent de gardiennage - CIT ». Pour ce faire, l'article 12 remplace l'ensemble de l'énumération existante, dans laquelle figure l'article 21bis.

5.1. Enfin, une dernière catégorie de modifications, à savoir celles prévues par les articles 2, 1°, 3, 2° et 4° (lire : 3°), 4, 6 et 9 du projet, sont étrangères l'activité de gardiennage consistant à fournir des services d'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière.

5.2. L'article 2, 1°, du projet vise, dans l'article 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, qui traite des conditions de formation auxquelles tout agent de gardiennage doit répondre (voir plus haut), à ajouter aux exceptions prévues par l'article 3, 1°, les activités mentionnées au 11° de la disposition.

5.3. L'article 3, 2°, du projet modifie l'article 8 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, relatif aux conditions d'accès des candidats aux différentes formations prévues par cet arrêté (voir plus haut), en vue de régler l'accès aux formations visées aux articles 22, 23 et 25 du même arrêté (article 8, 4°, en projet) ; l'article 3, 3°, du projet règle l'accès aux formations visées aux articles 23 et 25 (article 8, 8°, en projet).

5.4. L'article 4 du projet modifie le contenu de la formation à suivre en vertu de l'article 17 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 en vue d'obtenir « [l']attestation de compétence agent de gardiennage – CIT' ».

5.5. L'article 6 du projet complète l'article 23 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, relatif aux conditions de délivrance de « [l']attestation exercice de tir ».

5.6. L'article 9 du projet remplace l'article 42, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 et a pour objet de régler la nature, le modèle et le type de l'arme pouvant être utilisée lors des exercices de tir visés à l'article 23 de cet arrêté.

### COMPÉTENCE DE L'AUTEUR DE L'ACTE

1. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', tel que complété par l'article 17 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' (ci-après : « la loi spéciale du 6 janvier 2014 »), confie aux régions la compétence de régler, « [e]n ce qui concerne l'économie : [...] 6° Les conditions d'accès à la profession, à l'exception des conditions d'accès aux professions des soins de santé et aux professions intellectuelles prestataires de services ».

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, de la même loi spéciale du 8 août 1980, tel que complété par l'article 23 de la loi spéciale du 6 janvier 2014, confie aux régions « [e]n ce qui concerne les travaux publics et le transport : [...] 13° la réglementation en matière de transport de marchandises dangereuses et de transport exceptionnel par route, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières radioactives, de transport d'explosifs et de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population ».

À la lumière de ces transferts de compétence, la question se pose de savoir si la réglementation en projet, dans la mesure où elle concerne l'accès à l'activité consistant à fournir des prestations de sécurité privée, ainsi que, en certaines de ses dispositions, l'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière, relève bien de la compétence de son auteur.

2. Dans les développements de la proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014, le transfert aux régions de la compétence de régler l'accès à la profession a fait notamment l'objet des commentaires suivants :

« Ces deux matières [à savoir 'les conditions d'accès à la profession/conditions d'établissement' et les 'implantations commerciales'] concernent une compétence actuellement réservée à l'autorité fédérale, en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui prévoit comme exception à la compétence régionale en matière d'économie que les conditions d'accès à la profession, à l'exception des compétences régionales pour les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme, restent fédérales.

Les deux éléments qui sont transférés recouvrent entièrement le champ d'application en matière d'accès à la profession, excepté les professions dont l'accès demeurera réglé au niveau fédéral (voir *infra*). C'est pourquoi cette compétence n'est plus formulée comme une compétence fédérale réservée, en tant qu'exception à la compétence régionale (VI, alinéa 5), mais est inscrite comme principe dans les compétences régionales en économie (VI, alinéa 1<sup>er</sup>).

[...]

*a. Conditions d'établissement/Conditions d'accès à la profession*

En vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'autorité fédérale est exclusivement compétente en matière de conditions d'accès à la profession, à l'exception des compétences régionales en ce qui concerne les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme.

Dans le cadre des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988, la notion de 'conditions d'accès à la profession' a été définie comme recouvrant les conditions d'accès aux professions commerciales et artisanales et les conditions d'accès aux professions libérales. La loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales a également été expressément mentionnée dans ce cadre comme tombant dans le champ d'application de la notion de 'conditions d'accès à la profession' (*Doc. parl.*, Chambre, 1988, n° 516/6, p. 135).

Conformément à la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, la compétence réservée par cette disposition au législateur fédéral comprend 'notamment le pouvoir de fixer des règles en matière d'accès à certaines professions, de fixer des règles générales ou des exigences de capacités propres à l'exercice de certaines professions et de protéger des titres professionnels' (C.C., 55/92, 62/92, 78/92, 88/ 95, 18/96, 120/98 et 67/99).

La présente proposition de loi spéciale a pour objet de transférer cette compétence aux régions. Un point 6° est inséré à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il complète les compétences des régions en ce qui concerne l'économie. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 6°, de la même loi spéciale est, quant à lui, abrogé (voyez l'article 18, b)).

Cette nouvelle disposition prévoit que les régions sont compétentes pour ce qui concerne les conditions d'accès à la profession, à l'exception des conditions d'accès aux professions intellectuelles prestataires de services et aux professions des soins de santé, comme développé ci-dessous.

Le transfert de compétence vaut également en particulier pour l'accès à la profession en matière d'accompagnement du transport dangereux et exceptionnel (voir l'article 23) »<sup>1</sup>.

3. L'article 23 de la proposition de loi spéciale, avec lequel l'extrait cité des développements de la proposition de loi spéciale fait expressément le lien lorsqu'il évoque la régionalisation de l'accès à la profession en matière d'accompagnement du transport dangereux et exceptionnel, constitue la disposition de la loi spéciale du 6 janvier 2014 qui insère dans la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' un article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 13°, pour attribuer aux régions la compétence relative à « la réglementation en matière de transport de marchandises dangereuses et de transport exceptionnel par route, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières radioactives, de transport d'explosifs et de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population ».

<sup>1</sup> *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, pp. 88 à 90.

En ce qui concerne cette attribution de compétence, les développements de la proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014 ont notamment précisé que,

« Concernant le transport exceptionnel par route, il s'agit des matières réglées en tout cas dans les textes suivants :

- l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels ;

- l'arrêté ministériel du 16 décembre 2010 relatif à la procédure, la forme et le contenu de l'autorisation pour la circulation routière de véhicules exceptionnels.

Concernant le transport de marchandises dangereuses par route, il s'agit des matières réglées en tout cas dans les textes suivants :

- l'arrêté royal du 13 novembre 2011 relatif aux équipements sous pression transportables ;

- l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles, radioactives et animales, uniquement dans la mesure où cet arrêté royal concerne le transport par route ;

- l'article 48*bis* du code de la route, ainsi que son arrêté d'exécution, l'arrêté ministériel du 22 janvier 2010 déterminant les marchandises dangereuses visées par l'article 48*bis* de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

- l'arrêté royal du 19 octobre 1998 portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route ;

- l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosives, radioactives et animales.

Le transfert de compétences aux régions en matière de transport de marchandises dangereuses n'inclut pas le transport de matières radioactives. Les matières radioactives sont celles énumérées en tout cas à la classe 7 de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), signé à Genève le 30 septembre 1957. Il s'agit de la matière réglée en tout cas dans le chapitre VII de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ce transfert de compétences n'inclut pas non plus le transport d'explosifs, qui demeurent de la compétence de l'autorité fédérale. Les matières explosives sont celles énumérées en tout cas dans les classes suivantes de l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (ADR), signé à Genève le 30 septembre 1957 :

- Classe 1 ;

- Classe 3: numéros ONU 1204, 2059, 3343, 3357 et 3064 ;

- Classe 4.1: numéros ONU 1310, 1320, 1321, 1322, 1336, 1337, 1344, 1347, 1348, 1349, 1354, 1355, 1356, 1357, 1517, 1571, 2852, 2907, 2555, 2556, 2557, 3317, 3319 et 3344 ;

- Classe 5.1: numéros ONU 1942, 2067, 2426 et 3375 ;

- Classe 9: numéro ONU 3268.

Il s'agit de la matière réglée en tout cas dans les textes suivants :

- la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés ;
- l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasiner, la détention, le débit, le transport et l'emploi de produits explosifs ;
- l'arrêté royal du 3 septembre 1958 portant réglementation du transport, de l'emmagasiner et de la vente du nitrate ammoniac et ses mélanges.

L'autorité fédérale reste également compétente pour le transport de matières animales qui présentent un danger pour la population, qui relève de la santé publique et de la sécurité de la chaîne alimentaire. Il s'agit du transport de toute matière d'origine animale, transformée ou non, qui contient ou que l'on suspecte de contenir des agents pathogènes. Il s'agit de la matière réglée en tout cas dans la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et ses arrêtés d'exécution, pour autant qu'ils concernent le transport par route.

Afin d'assurer la coordination des procédures entre régions, il est proposé d'ajouter un point 5° à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui détermine pour quelles matières régionales les gouvernements régionaux doivent se concerter »<sup>2</sup>.

4. À l'occasion de l'examen par la Chambre des représentants du projet devenu la loi spéciale du 6 janvier 2014, il a été précisé ce qui suit devant la Commission de révision de la Constitution et de la réforme des institutions :

« 6. Accès à la profession

En ce qui concerne la répartition des compétences, les régions deviennent compétentes pour ce qui concerne l'accès à la profession, à l'exception de l'accès aux professions des soins de santé et aux professions intellectuelles prestataires de services. Les professions intellectuelles prestataires de services sont les professions qui répondent aux conditions fixées par la loi-cadre du 3 août 2007 relative aux professions intellectuelles prestataires de services, notamment les avocats, les notaires, les vétérinaires, etc. L'accès à ces professions relève encore du niveau fédéral.

Il peut encore être ajouté, comme indiqué dans les développements de la proposition, que *'la proposition de loi spéciale vise à transférer l'accès à la profession du niveau fédéral aux régions. Mis à part ce transfert de compétence aux régions, la proposition n'influence en rien les règles existantes de répartition des compétences matérielles et territoriales entre l'État fédéral, les communautés et les régions, ni l'étendue de celles-ci'*.

De même qu'aujourd'hui la réserve de compétence en faveur de l'autorité fédérale en matière d'accès à la profession ne porte pas préjudice au système de reconnaissance et au régime d'autorisation des communautés ou des régions dans l'exercice de leurs propres compétences, l'attribution aux régions de la compétence en matière d'accès à la profession ne portera pas préjudice à la compétence des communautés ou de l'autorité fédérale de continuer à prévoir un système de reconnaissance et un régime d'autorisation dans le cadre de leurs compétences.

<sup>2</sup> Doc. parl., Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, pp. 136 à 138.

En ce qui concerne l'autorité fédérale compétente en matière de sécurité, les systèmes d'agrément et d'autorisation en la matière (loi du 10 avril 1990) restent donc une compétence fédérale »<sup>3</sup>.

5. Il résulte des éléments qui précèdent que, si les régions sont compétentes pour fixer des conditions d'accès aux professions à l'exception des conditions d'accès aux professions des soins de santé et aux professions intellectuelles prestataires de services, l'autorité fédérale est demeurée compétente, au titre de sa compétence résiduelle, pour régler la matière de la sécurité privée, actuellement régie par la loi du 10 avril 1990 et ses arrêtés d'exécution, et décider, sur cette base, de soumettre à autorisation ou agrément l'exercice, par des personnes physiques ou morales, d'activités de gardiennage au sens de cette loi en énonçant des conditions qui peuvent notamment consister en des exigences de formation.

Ce constat s'accompagne toutefois d'une exception. En effet, de l'indication figurant dans les travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014 selon laquelle « [l]e transfert de compétence vaut également en particulier pour l'accès à la profession en matière d'accompagnement du transport dangereux et exceptionnel (voir l'article 23) », il se déduit que, alors que la matière de la sécurité privée est demeurée de compétence fédérale, la matière réglée par les dispositions de la loi du 10 avril 1990 et de ses arrêtés d'exécution qui concernent l'accès à l'activité consistant à fournir à des tiers des services d'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière a également été transférée aux régions<sup>4</sup> dans la mesure où cet accompagnement s'inscrit dans le cadre de la matière du transport telle qu'elle a été régionalisée en vertu de l'article 23 de la loi spéciale du 6 janvier 2014. L'accompagnement qui se rapporterait aux aspects de la matière du « transport de marchandises dangereuses et de transport exceptionnel par route »<sup>5</sup>, pour lesquels l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 13°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' maintient la compétence de l'autorité fédérale, à savoir le transport de matières radioactives, le transport d'explosifs et le transport de matières animales qui présentent un danger pour la population, continue, pour sa part, à relever de la compétence de l'autorité fédérale.

6.1. Il découle des constats qui précèdent que l'autorité fédérale n'est plus compétente pour consacrer les modifications prévues aux articles 1<sup>er</sup>, 5, 8 et 12 du projet, pour cette dernière disposition en tant que celle-ci remplace également la mention de l'article 21bis qui figure

<sup>3</sup> *Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 53-3201/4, pp. 52-53.

<sup>4</sup> La section de législation s'est déjà prononcée en ce sens dans un avis 57.371/VR donné le 15 juin 2015 sur un projet d'arrêté du Gouvernement flamand 'tot wijziging van regelgeving met betrekking tot het mobiliteitsbeleid, de openbare werken en het vervoer, wat betreft bevoegdheden overgedragen in het kader van de zesde staatshervorming'.

<sup>5</sup> Selon l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, a) et b), de la loi du 10 avril 1990 : « Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant [...] une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de : [...] »

3° a) surveillance et/ou protection du transport de biens ;

b) transport d'argent ou de biens déterminés par le Roi, autres que de l'argent, qui, en raison de leur caractère précieux ou de leur nature spécifique, peuvent faire l'objet d'une menace ; [...] ».

L'article 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 énonce, en son 6°, que « Tout agent de gardiennage doit répondre aux conditions de formation suivantes : [...] pour l'exercice des activités visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3°, a), b) et d), de la loi : être détenteur de l'attestation de compétence agent de gardiennage - CIT' et pour l'exercice des activités visées au Règlement (EU) n° 1214/2011, être également détenteur de l'attestation de compétence agent de gardiennage - transport transfrontalier' ».

actuellement dans l'article 51 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006. Par conséquent, les articles 1<sup>er</sup>, 5 et 8, et par voie de conséquence l'article 7, doivent être distraits du projet et l'article 12 doit être revu de manière à ce que la modification s'abstienne de remplacer la mention de l'article 21bis dans la disposition modifiée.

6.2. Par contre, les modifications envisagées par les articles 2, 1°, 3, 2° et 3°, 4, 6 et 9 relèvent de la compétence de l'autorité fédérale au titre de sa compétence pour régler la matière de la sécurité privée et particulière.

Il en va de même en ce qui concerne les modifications prévues par les articles 3, 1°, 10, 11, 13 et 14 du projet, étant entendu que ces modifications ne seront pas applicables à l'activité de gardiennage consistant à offrir des services d'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière, matière devenue régionale depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'autorité fédérale est de même compétente en ce qui concerne l'article 2, 2°, du projet dès lors qu'il s'agit uniquement d'avoir égard, dans le cadre d'une matière de compétence fédérale, à la circonstance qu'une « attestation de compétence agent de gardiennage – accompagnement de véhicules exceptionnels » a été délivrée, sans modifier le régime de celle-ci.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

À l'alinéa 3, c'est l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, qu'il faut mentionner étant donné que l'avis du Conseil d'État a été demandé dans un délai de trente jours.

### DISPOSITIF

#### Article 3

L'article 8, 8°, en projet à l'article 3, 4° (lire : 3°) du projet paraît rendre superflus les mots « après que l'intéressé ait exécuté avec fruit un exercice de tir et ce, après avoir obtenu l'attestation de compétence – agent de gardiennage – missions armées ou l'attestation de compétence agent de gardiennage – formation d'adaptation missions armées » qui figurent à l'article 23 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations', tel que modifié par l'article 6 du projet, dès lors que la condition d'être titulaire de ces attestations de compétence n'est plus une condition de la délivrance de l'« attestation exercice de tir » mais une condition d'accès à la formation conduisant à cette attestation.

### Article 10

En l'absence de précision dans le dossier, la section de législation n'est pas en mesure d'apprécier à quelle nécessité répond la limitation prévue par l'article 46, alinéa 2, en projet, notamment pour les cas où, en raison de circonstances particulières, les intéressés ont dû interrompre leur formation ou n'ont pas été en mesure de présenter les examens.

L'auteur du projet doit être en mesure d'apporter une justification sur ce point.

### OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE<sup>6</sup>

1. Dans les phrases liminaires de chacun des articles 2 à 14 du projet, après l'indication de la disposition qu'il est envisagé de modifier ou de remplacer, il convient de chaque fois insérer les mots « du même arrêté »<sup>7</sup>.

2. Les phrases introductives des articles 1<sup>er</sup>, 10 et 11 du projet seront rédigées comme suit :

« L'article [...] est complété par un alinéa rédigé comme suit : <sup>8</sup> ».

La même observation vaut, moyennant les adaptations nécessaires, pour l'article 6 et pour la phrase introductive de l'article 13 du projet.

3. Lorsqu'une modification porte sur le remplacement de mots dans une disposition, il convient d'écrire :

« Dans l'article ..., les mots ... sont remplacés par les mots ... »<sup>9</sup>.

Cette observation vaut notamment pour les articles 2, 3<sup>o</sup>, 4, 3<sup>o</sup>, et 5, 1<sup>o</sup>, du projet.

4. Lorsque la modification porte sur le remplacement d'un élément d'une énumération, il convient d'écrire :

« Dans l'article ..., le X<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

'X<sup>o</sup> ...' »<sup>10</sup>.

Cette observation vaut notamment pour les articles 2, 2<sup>o</sup>, 3, 4<sup>o</sup> (lire : 3, 3<sup>o</sup>), 4, 1<sup>o</sup>, 4, 3<sup>o</sup>, 5, 3<sup>o</sup> et 5, 4<sup>o</sup>, du projet.

---

<sup>6</sup> Ces observations sont émises sous réserve des observations formulées plus haut sur la compétence de l'autorité fédérale.

<sup>7</sup> *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 112 et formule F 4-2-2-2.

<sup>8</sup> *Ibid.*, formule F 4-2-5-4.

<sup>9</sup> *Ibid.*, formule F 4-2-8-1.

<sup>10</sup> *Ibid.*, formule F 4-2-6-1.

5. À l'article 2, 1°, 2° et 3°, du projet, il convient de mentionner, respectivement pour l'article 3, 1°, 13° et 17°, en projet, l'historique des modifications antérieures encore en vigueur que la subdivision modifiée ou remplacée a connues <sup>11</sup>.

La même observation vaut pour l'article 3, 2° et 4° (lire : 3°), ainsi que pour les articles 5 et 14 du projet.

6. À l'article 3, 1°, du projet, au lieu d'écrire « l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé », il convient d'écrire « la phrase introductive est remplacée ».

De même, à l'article 5, 1°, du projet, les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup>, » seront remplacés par les mots 'dans la phrase introductive'.

7. Il convient de ne jamais renuméroter des articles ou toute autre division du dispositif <sup>12</sup>.

L'article 4 du projet (article 17 en projet) sera dès lors modifié comme suit :

- au 1°, il y a lieu d'écrire : « 1° le 3° est remplacé par ce qui suit : '3°...'. » ;
- il convient d'insérer un 2° nouveau, rédigé comme suit : « 2° le 4° est abrogé » ;
- au 2° (devenant 3°), il y a lieu d'écrire : « 3° le 5° est remplacé par ce qui suit : '5°...'. » ;
- au 3° (devenant 4°), il convient d'écrire : « 4° le 6° est remplacé par ce qui suit : '6°...'. ».

Par conséquent, l'actuel article 4, 4°, du projet est inutile et sera omis.

Les mêmes observations valent, moyennant les adaptations nécessaires, pour l'article 5 du projet (article 21bis en projet).

8. La phrase introductive de l'article 9 sera rédigée comme suit :

« Dans l'article 42 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : ».

9. À l'article 14 du projet, au début de l'article 95bis en projet, il y a lieu d'insérer les mots « Art. 95bis. ».

Dans le dernier alinéa de la même disposition, les mots « tout changement d'adresse visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> » seront remplacés par les mots « tout changement de l'adresse mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

<sup>11</sup> *Ibid.*, recommandations n<sup>os</sup> 113 à 115.

<sup>12</sup> *Ibid.*, recommandation n° 125.

10. L'article 15 sera rédigé comme suit :

« Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté »<sup>13</sup>.

\*

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, formule F 4-7-1.

## STREKKING VAN HET ONTWERP

1. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit wordt uitgevaardigd ter uitvoering van de wet van 10 april 1990 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ (hierna: “wet van 10 april 1990”). Het strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen’ (hierna: “het koninklijk besluit van 21 december 2006”).

2.1. Onder de ontworpen wijzigingen strekken sommige, namelijk de wijzigingen waarin de artikelen 1, 5 en 8 van het ontwerp voorzien, er specifiek toe een regeling te treffen voor de bewakingsactiviteiten als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 8°, van de wet van 10 april 1990, dat als volgt luidt:

“In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die (...) een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van:

(...)

8° begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid.”

2.2. Artikel 1 van het ontwerp wijzigt artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 teneinde specifieke voorwaarden vast te stellen waaraan het “lid van het leidinggevend personeel, voor de uitoefening van gezag over bewakingsagenten van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten die enkel de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 8°, van de wet [van 10 april 1990] uitvoeren”, moet voldoen.

2.3. Artikel 5 van het ontwerp wijzigt artikel 21*bis* van het koninklijk besluit van 21 december 2006, dat betrekking heeft op de opleidingsvereisten voor het verkrijgen van “het bekwaamheidsattest - begeleiding uitzonderlijk voertuigen” door van het totale aantal lesuren dat vereist is voor het verkrijgen van dit attest te verminderen (artikel 5, 1°, van het ontwerp) via het schrappen van de opleiding als bedoeld in artikel 21*bis*, 2°, - “2° toegepaste analoge en digitale communicatietechnieken: 4 lesuren” - (artikel 5, 2°, van het ontwerp) en door het aantal lesuren dat vereist is voor de opleidingen als bedoeld in de onderdelen 3°, 4°, en 5°, van deze bepaling te verlagen (artikel 5, 3° tot 5°, van het ontwerp).

2.4. Artikel 8 van het ontwerp brengt een aanpassing aan in artikel 32, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 december 2006, dat betrekking heeft op de vrijstellingen die worden verleend aan de houders van het “algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent” die het “bekwaamheidsattest - begeleiding uitzonderlijk voertuigen” wensen te behalen. De aanpassing strekt ertoe de opleiding “toegepaste analoge en digitale communicatietechnieken” niet meer te vermelden onder de vrijstellingen, aangezien deze opleiding elders wordt geschrapt (zie artikel 5, 2°, van het ontwerp waarbij artikel 21*bis*, 2°, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 wordt opgeheven).

3.1. Andere wijzigingen, namelijk de wijzigingen waarin de artikelen 3, 1°, 10, 11, 13 en 14 van het ontwerp voorzien, hebben betrekking op bepalingen die de bewakingsactiviteiten in het algemeen betreffen, maar die ook van toepassing zijn op de bewakingsactiviteit die bestaat in het verstrekken van diensten van begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid.

3.2. Artikel 3, 1°, van het ontwerp wijzigt artikel 8, dat betrekking heeft op de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen om deel te nemen aan de verschillende opleidingen als bedoeld in het koninklijk besluit van 21 december 2006. Het vervangt de inleidende zin van artikel 8, naar luid waarvan “[de] kandidaat slechts aan een opleiding [mag] deelnemen indien hij voldoet aan volgende voorwaarden: (...)”, door de zin “De opleidingsinstelling laat de kandidaat enkel deelnemen aan de opleiding indien hij aantoonst dat hij voldoet aan volgende voorwaarden:”. Die nieuwe regel wordt geacht ook te gelden voor de opleiding waarvan sprake is in artikel 21bis van het koninklijk besluit van 21 december 2006, zoals dit voortvloeit uit artikel 8, 1° tot 3°, 7° en 11° van dit besluit.

3.3. Artikel 10 van het ontwerp wijzigt artikel 46 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 door het aan te vullen met een tweede lid dat ertoe strekt de nadere regels vast te stellen voor het herinschrijven van de gegadigden voor de examens die op basis van dit besluit worden georganiseerd.

3.4. Artikel 11 van het ontwerp wijzigt artikel 48 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 door het aan te vullen met een tweede lid waarbij wordt opgelegd dat de examens en herexamens “binnen dezelfde opleidingsinstelling afgelegd (...) worden”.

3.5. Artikel 13 van het ontwerp wijzigt artikel 80 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 om te bepalen dat in de aanvraag om erkenning van een opleidingsinstelling “het adres van de vestigingseenheid waarop de in artikel 95bis, eerste lid, genoemde gegevens en documenten bewaard zullen worden” moet worden vermeld.

3.6. Artikel 14 van het ontwerp vervangt artikel 95bis van het koninklijk besluit van 21 december 2006 door een bepaling die ertoe strekt, enerzijds de termijn en de nadere regels vast te leggen voor het bewaren door de opleidingsinstellingen van verschillende documenten en gegevens inzake de opleidingen, en anderzijds de opleidingsinstellingen ertoe te verplichten elke wijziging van de adresgegevens van een vestigingseenheid onverwijld te melden aan de administratie.

4.1. Nog andere wijzigingen, namelijk de wijzigingen waarin de artikelen 2, 2°, 7 en 12 van het ontwerp voorzien, handelen over de bewakingsactiviteit die bestaat in het verstrekken van diensten van begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid, maar in het kader van uiteenlopende activiteiten en zonder de inhoud als zodanig te wijzigen van de regeling die specifiek geldt voor de bewakingsactiviteit die bestaat in het verstrekken van diensten van begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid

4.2. Artikel 2, 2°, van het ontwerp wijzigt artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 dat betrekking heeft op de opleidingsvereisten waaraan elke bewakingsagent moet voldoen, door onderdeel 13° van de bepaling te vervangen.

Het huidige artikel 3, 13°, bepaalt dat elke bewakingsagent “houder [moet] zijn van een ‘bijscholingsattest bewakingsagent’, afgeleverd tijdens de periode van twee jaar die de aanvraag van een identificatiekaart voorafging; dit vereiste is niet van toepassing voor de personen die in de periode van vijf jaar die de aanvraag van een identificatiekaart voorafging, een attest bekwamen, bedoeld, naar gelang het geval, in de artikelen 12, 17, 18, 21, 21*bis* of als hij het artikel 106*bis* geniet”

De wijziging bestaat erin te bepalen dat de bewakingsagent houder [moet] zijn van het ‘bijscholingsattest bewakingsagent’ of een ‘bijscholingsattest leidinggevend personeel’, afgeleverd tijdens de periode van twee jaar die de aanvraag van een identificatiekaart voorafging, niet meer te verwijzen naar de overgangsbepaling die is opgenomen bij artikel 106*bis* van het koninklijk besluit van 21 december 2006, en ten slotte te voorzien in twee nieuwe gevallen waarin het vereiste niet van toepassing is voor de personen die beschikken over het attest als bedoeld in artikel 9 of in artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2006, door te bepalen dat de afwijkingsregeling tot voordeel strekt van “de personen die in de periode van vijf jaar die de aanvraag van een identificatiekaart, voorafging, een attest bekwamen, bedoeld, naargelang het geval in de artikelen 9, 10, 12, 17, 18, 21, 21*bis*.”

4.3. Ten gevolge van de wijziging die bij artikel 5, 2° van het ontwerp wordt aangebracht in artikel 21*bis*, 2°, van het koninklijk besluit van 21 december 2006, beoogt artikel 7 de opheffing van artikel 31, tweede lid van dat besluit, dat als volgt luidt: “Zij die beschikken over het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – begeleiding van uitzonderlijke voertuigen’ worden voor het ‘algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent’ vrijgesteld voor het vak ‘analoge en digitale communicatie’.”

4.4. Artikel 12 van het ontwerp wijzigt artikel 51 van het koninklijk besluit van 21 december 2006. Die bepaling somt de verschillende vakken op die in het besluit zijn vermeld en waarvoor alleen Selor de examens mag afnemen en beoordelen. De wijziging strekt ertoe aan de vakken waarop die regel betrekking heeft, het vak waarvan sprake is in artikel 17, 3°, van het besluit toe te voegen betreffende de “studie van de verschillende soorten goederen- en geldtransport: 16 lessen” en die de persoon die het “bekwaamheidsattest bewakingsagent - CIT” wenst te behalen, “met goed gevolg” moet hebben afgerond. Daartoe voorziet artikel 12 in de volledige vervanging van de bestaande opsomming waarin artikel 21*bis* is opgenomen.

5.1. Ten slotte houdt een laatste categorie wijzigingen, namelijk de wijzigingen waarin de artikelen 2, 1°, 3, 2° en 4° (lees: 3°), 4, 6 en 9 van het ontwerp voorzien, geen verband met de bewakingsactiviteit die bestaat in het verstrekken van diensten van begeleiding van buitengewone voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid.

5.2. Artikel 2, 1°, van het ontwerp strekt ertoe in artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 december 2006, dat handelt over de opleidingsvereisten waaraan elke bewakingsagent moet voldoen (zie hierboven), aan de uitzonderingen waarin artikel 3, 1°, voorziet de activiteiten vermeld in onderdeel 11° van de bepaling toe te voegen.

5.3. Artikel 3, 2°, van het ontwerp wijzigt artikel 8 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 dat betrekking heeft op de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen om deel te nemen aan de verschillende opleidingen waarin dit besluit voorziet (zie

hiervoor) teneinde een regeling te treffen voor de toegang tot de opleidingen als bedoeld in de artikelen 22, 23 en 25 van hetzelfde besluit (ontworpen artikel 8, 4°); artikel 3, 3°, van het ontwerp regelt de toegang tot de opleidingen als bedoeld in de artikelen 23 en 25 (ontworpen artikel 8, 8°).

5.4. Artikel 4 van het ontwerp wijzigt de inhoud van de opleiding die krachtens artikel 17 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 moet worden gevolgd om het “bekwaamheidsattest bewakingsagent — CIT” te verkrijgen.

5.5. Artikel 6 van het ontwerp vult artikel 23 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 aan op het gebied van de voorwaarden voor het verstrekken van het “attest schietoefening”.

5.6. Artikel 9 van het ontwerp vervangt artikel 42, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 en strekt ertoe de aard, het model en het type te bepalen van het wapen dat kan worden gebruikt tijdens de schietoefeningen als bedoeld in artikel 23 van dit besluit.

#### BEVOEGDHEID VAN DE STELLER VAN DE HANDELING

1. Bij artikel 6, § 1, VI, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, zoals dat is aangevuld bij artikel 17 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming’ (hierna: “de bijzondere wet van 6 januari 2014”) wordt aan de gewesten de bevoegdheid opgedragen om “[w]at de economie betreft: [...] 6° De vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de voorwaarden voor toegang tot gezondheidszorgberoepen en tot dienstverlenende intellectuele beroepen” te regelen.

Bij artikel 6, § 1, X, van dezelfde bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals dat is aangevuld bij artikel 23 van de bijzondere wet van 6 januari 2014, wordt aan de gewesten “[w]at de openbare werken en het vervoer betreft: [...] 13° de reglementering inzake het vervoer van gevaarlijke goederen en uitzonderlijk vervoer over de weg, met uitsluiting van de regelgeving inzake nucleair vervoer, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking” opgedragen.

In het licht van die bevoegdheidsoverdrachten rijst de vraag of de ontworpen regeling wel tot de bevoegdheid van de steller ervan behoort, aangezien ze betrekking heeft op de toegang tot de activiteit die erin bestaat particuliere beveiligingsdiensten te verstrekken en sommige bepalingen ervan de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid betreffen.

2. In de toelichting bij het voorstel dat tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 heeft geleid, heeft de overdracht aan de gewesten van de bevoegdheid om de toegang tot het beroep te regelen onder meer aanleiding gegeven tot de volgende opmerkingen:

“Beide aangelegenheden [met name ‘de voorwaarden toegang tot het beroep/vestigingsvoorwaarden’ en de ‘handelsvestigingen’] hebben betrekking op de bevoegdheid die thans nog een federaal voorbehouden bevoegdheid betreft, krachtens

artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat erin voorziet dat als uitzondering op de gewestbevoegdheid economie, de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme, federaal blijven.

De twee elementen die worden overgedragen, dekken het volledige toepassingsgebied inzake vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de beroepen waarvan de toegang federaal geregeld zal blijven (zie *infra*). Daarom wordt deze bevoegdheid niet langer geformuleerd als een federaal voorbehouden bevoegdheid als uitzondering op de gewestbevoegdheid (VI, vijfde lid), maar wordt deze principieel ingeschreven in de gewestbevoegdheden voor economie (VI, eerste lid).

[...]

*a. Vestigingsvoorwaarden/Voorwaarden toegang tot het beroep*

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is de federale overheid exclusief bevoegd ten aanzien van de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme.”

In het kader van de voorbereidende werkzaamheden van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 werd de notie ‘vestigingsvoorwaarden’ gedefinieerd als de vestigingsvoorwaarden voor de commerciële en ambachtelijke beroepen, alsook de vestigingsvoorwaarden voor vrije beroepen. De wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen werd ook expliciet vermeld in dit kader als vallend onder het toepassingsgebied van de notie ‘vestigingsvoorwaarden’ (*Parl. St.*, Kamer, 1988, nr. 516/6, p. 135).

Overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof omvat de door die bepaling aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid ‘onder meer de bevoegdheid om regels te stellen inzake de toegang tot bepaalde beroepen, om algemene regels of bekwaamheidseisen te stellen in verband met de uitoefening van sommige beroepen, beroepstitels te beschermen, enzovoort’ (GWH, 55/92, 69/92, 78/92, 88/95, 18/96, 120/98 en 67/99).

Dit voorstel van bijzondere wet heeft als doel die bevoegdheid aan de gewesten over te dragen. Een punt 6° wordt ingevoegd in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het vult de bevoegdheden van de gewesten aan met betrekking tot de economie. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van dezelfde bijzondere wet wordt opgeheven (zie artikel 18, b)).

Deze nieuwe bepaling voorziet erin dat de gewesten bevoegd zijn voor de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de voorwaarden voor de toegang tot dienstverlenende intellectuele beroepen en tot gezondheidszorgberoepen, zoals hieronder nader wordt toegelicht.

De bevoegdheidsoverdracht geldt inzonderheid ook voor de toegang tot het beroep voor de begeleiding van het gevaarlijk en uitzonderlijk vervoer (zie ook artikel 23)”.<sup>1</sup>

3. Artikel 23 van het voorstel van bijzondere wet waarbij het aangehaalde uittreksel uit de toelichting bij het voorstel van bijzondere wet uitdrukkelijk aansluiting zoekt door gewag te maken van de regionalisering van de toegang tot het beroep voor de begeleiding van gevaarlijk en uitzonderlijk vervoer, vormt de bepaling van de bijzondere wet van 6 januari 2014 waarbij in

<sup>1</sup> *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 88-90.

de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' een artikel 6, § 1, X, 13°, wordt ingevoegd om aan de gewesten de bevoegdheid toe te wijzen inzake "de reglementering inzake het vervoer van gevaarlijke goederen en uitzonderlijk vervoer over de weg, met uitsluiting van de regelgeving inzake nucleair vervoer, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking".

Wat die bevoegdheidstoewijzing betreft, wordt in de toelichting bij het voorstel dat tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 heeft geleid onder meer het volgende gepreciseerd:

"Wat het uitzonderlijk vervoer over de weg betreft, gaat het over de materies die in elk geval in de volgende teksten worden geregeld:

- het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen;
- het ministerieel besluit van 16 december 2010 betreffende de procedure, de vorm en de inhoud van de vergunning voor het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen."

Wat het vervoer van gevaarlijke stoffen over de weg betreft, gaat het over de materies die in elk geval in de volgende teksten worden geregeld:

- "het koninklijk besluit van 13 november 2011 betreffende vervoerbare drukapparatuur;
- het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke stoffen, met uitzondering van ontplofbare, radioactieve en dierlijke stoffen, uitsluitend in de mate dat dit koninklijk besluit het vervoer over de weg betreft;
- het artikel 48*bis* van het Verkeersreglement, alsook het uitvoeringsbesluit daarvan, het ministerieel besluit van 22 januari 2010 tot bepaling van de gevaarlijke goederen, bedoeld in artikel 48*bis* van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;
- het koninklijk besluit van 19 oktober 1998 houdende uitvoering van richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg;
- het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare, radioactieve en dierlijke stoffen.

De bevoegdheidsoverdracht aan de gewesten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen omvat niet het vervoer van radioactieve stoffen. Radioactieve stoffen zijn in elk geval deze die opgesomd zijn in klasse 7 van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR), ondertekend te Genève op 30 september 1957. Het betreft de materie die in elk geval wordt geregeld in hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

Deze bevoegdheidsoverdracht omvat ook niet het vervoer van explosieven, die tot de bevoegdheid van de federale overheid blijven behoren. Ontplofbare stoffen zijn deze die in elk geval opgesomd worden in de volgende klassen van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR), ondertekend te Genève op 30 september 1957:

- Klasse 1;
- Klasse 3: UNO-nummers 1204, 2059, 3343, 3357 en 3064;
- Klasse 4.1 : UNO-nummers 1310, 1320, 1321, 1322, 1336, 1337, 1344, 1347, 1348, 1349, 1354, 1355, 1356, 1357, 1517, 1571, 2852, 2907, 2555, 2556, 2557, 3317, 3319 en 3344;
- Klasse 5.1 : UNO-nummers 1942, 2067, 2426 en 3375;
- Klasse 9 : UNO-nummer 3268.
- Het betreft de aangelegenheid die in elk geval in de volgende teksten wordt geregeld :
  - de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen;
  - het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen;
  - het koninklijk besluit van 3 september 1958 houdende reglementering van het vervoer, de berging en de verkoop van ammoniumnitraat en van mengsels daarvan.

De federale overheid blijft eveneens bevoegd voor het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking, dat onder de volksgezondheid en de veiligheid van de voedselketen valt. Het betreft het vervoer van al dan niet verwerkte materie van dierlijke oorsprong, die ziekteverwekkers bevat of waarvan men denkt dat ze ziekteverwekkers bevat. Het betreft de materie die in elk geval wordt geregeld in de Dierengezondheidswet van 24 maart 1987 en de uitvoeringsbesluiten ervan, voor zover deze het vervoer over de weg betreffen.

Om de coördinatie van de procedures tussen de gewesten te verzekeren, wordt voorgesteld een punt 5° toe te voegen in artikel 6, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat bepaalt over welke gewestelijke materies de gewestregeringen overleg moeten plegen<sup>2</sup>.

4. Naar aanleiding van het onderzoek door de Kamer van volksvertegenwoordigers van het ontwerp dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 is voor de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming van de instellingen het volgende gepreciseerd:

#### “6. Toegang tot het beroep

Wat betreft de bevoegdheidsverdeling inzake de toegang tot het beroep, wordt het principe dat, behalve inzake de gezondheidsberoepen en de intellectuele dienstverlenende beroepen, de toegang tot het beroep wordt overgedragen naar de gewesten. De dienstverlenende intellectuele beroepen zijn de beroepen die voldoen aan de voorwaarden van de kaderwet van 3 augustus 2007 betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen blijven op het federale niveau. Dit betreft onder meer de advocaten, de notarissen, de dierenartsen, enz.

Daaraan kan nog worden toegevoegd dat, zoals de toelichting van het voorstel aangeeft “*strekt het voorstel van bijzondere wet ertoe de toegang tot het beroep over te dragen van het federale niveau naar de gewesten. Behoudens deze*

<sup>2</sup> Parl. St. Senaat 2012-13, n° 5-2232/1, 136-138.

*bevoegdheidsoverdracht aan de gewesten, beïnvloedt het voorstel noch de bestaande regels ter verdeling van de materiële en territoriale bevoegdheden tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, noch de draagwijdte ervan.”*

Zoals vandaag het bevoegdheidsvoorbehoud inzake de toegang tot het beroep ten voordele van de Federale Staat op geen enkele wijze afbreuk doet aan een erkenning- en vergunningsstelsel van de gemeenschappen of de gewesten binnen de uitoefening van hun eigen bevoegdheden, zal de toekenning van de bevoegdheid inzake de toegang tot het beroep aan de gewesten op geen enkele wijze afbreuk doen aan de bevoegdheid van de gemeenschappen of de federale overheid om te blijven voorzien in een erkennings- en vergunningsstelsel binnen het kader van hun bevoegdheden.

Wat betreft de federale overheid die bevoegd is voor de veiligheid, zullen de erkennings- en vergunningsstelsels inzake (wet van 10 april 1990) dus een federale bevoegdheid blijven<sup>3</sup>.”

5. Uit wat voorafgaat volgt dat hoewel de gewesten bevoegd zijn om de voorwaarden vast te stellen voor de toegang tot de beroepen, met uitzondering van de voorwaarden voor de toegang tot de gezondheidsberoepen en de dienstverlenende intellectuele beroepen, de Federale overheid op grond van haar residuaire bevoegdheid, bevoegd gebleven is voor het regelen van de private veiligheid, welke aangelegenheid thans geregeld wordt bij de wet van 10 april 1990 en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze blijft op grond van diezelfde residuaire bevoegdheid eveneens bevoegd om te beslissen dat natuurlijke of rechtspersonen voor de uitoefening van bewakingsactiviteiten, als bedoeld in die wet, een vergunning of een erkenning moeten hebben, waarbij ze voorwaarden kan opleggen die onder meer kunnen bestaan in opleidingsvereisten.

Voor de voorgaande vaststelling geldt evenwel een uitzondering. Op grond van het bepaalde in de parlementaire voorbereiding bij de bijzondere wet van 6 januari 2014, namelijk dat “de bevoegdheidsoverdracht (...) inzonderheid ook (geldt) voor de toegang tot het beroep voor de begeleiding van het gevaarlijk en uitzonderlijk vervoer (zie ook artikel 23)”, vloeit voort dat, hoewel de aangelegenheid van de private veiligheid een federale bevoegdheid gebleven is, de aangelegenheid die geregeld wordt bij de bepalingen van de wet van 10 april 1990 en de uitvoeringsbesluiten ervan, en die betrekking hebben op de toegang tot de activiteit die erin bestaat aan derden diensten te verstrekken voor de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid, eveneens is overgedragen aan de gewesten<sup>4</sup> in zoverre die begeleiding past binnen het kader van het vervoer, welke materie krachtens artikel 23 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 geregionaliseerd is. De begeleiding die verband zou houden met de aspecten van het “vervoer van gevaarlijke goederen en uitzonderlijk vervoer over de weg”<sup>5</sup> waarvoor de Federale overheid bevoegd blijft krachtens artikel 6, § 1, X, 13°, van de

<sup>3</sup> Parl. St. Kamer 2013-14, nr. 53-3201/4, 52-53.

<sup>4</sup> De afdeling Wetgeving heeft zich in dat verband reeds uitgesproken in advies 57.371/VR, op 15 juni 2015 gegeven over een ontwerp van besluit van de Vlaamse Regering ‘tot wijziging van regelgeving met betrekking tot het mobiliteitsbeleid, de openbare werken en het vervoer, wat betreft bevoegdheden overgedragen in het kader van de zesde staatshervorming’.

<sup>5</sup> Artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, a) en b), van de wet van 10 april 1990 luidt als volgt : “ In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die [...] een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van : [...] ”

bijzondere wet van 8 augustus 1980 “tot hervorming der instellingen”, namelijk het vervoer van radioactieve stoffen, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar inhouden voor de bevolking, blijft onder de bevoegdheid van de Federale overheid vallen.

6.1. Uit de voorgaande vaststellingen vloeit voort dat de Federale overheid niet meer bevoegd is om de wijzigingen te bekrachtigen waar in de artikelen 1, 5, 8 en 12 van het ontwerp, voorzien. Wat de laatste bepaling betreft, geldt dit in zoverre ze eveneens de vermelding van artikel 21*bis* die thans voorkomt in artikel 51 van het koninklijk besluit van 21 december 2006, vervangt. Bijgevolg dienen de artikelen 1, 5 en 8 en als gevolg daarvan ook artikel 7, uit het ontwerp gelicht te worden en behoort artikel 12 aldus te worden herzien dat met de daarin beoogde wijziging de vermelding van artikel 21*bis* in de gewijzigde bepaling niet wordt vervangen.

6.2. De wijzigingen waarvan sprake is in de artikelen 2, 1°, 3, 2° en 3°, 4, 6 en 9 vallen daarentegen wel onder de bevoegdheid van de Federale overheid op grond van haar bevoegdheid op het vlak van de private en particuliere veiligheid.

Hetzelfde geldt voor de wijzigingen waarin de artikelen 3, 1°, 10, 11, 13 en 14 van het ontwerp voorzien, met dien verstande dat die wijzigingen niet van toepassing zijn op de bewakingsactiviteit die erin bestaat diensten aan te bieden voor de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid, welke aangelegenheid sedert 1 juli 2014 is geregionaliseerd.

De Federale overheid is eveneens bevoegd voor wat betreft artikel 2, 2°, van het ontwerp, daar er in het kader van een aangelegenheid die tot de federale bevoegheden behoort, enkel rekening gehouden moet worden met de omstandigheid dat een “bekwaamheidsattest-begeleiding uitzonderlijke voertuigen” is afgegeven, zonder de regeling ervan te wijzigen.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

In het derde lid, dient artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, te worden vermeld, aangezien om het advies van de Raad van State is verzocht binnen een termijn van dertig dagen.

---

3° a) toezicht en/of bescherming bij het vervoer van goederen;b) vervoer van geld of van door de Koning bepaalde goederen, andere dan geld, die omwille van hun kostbaar karakter of hun bijzondere aard aan bedreiging onderhevig zijn; [...]”

In artikel 3, 6°, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 wordt het volgende bepaald : “Elke bewakingsagent moet voldoen aan volgende opleidingsvereisten :[...] voor de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, a), b) en d), van de wet : houder zijn van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent - CIT’ en voor de uitoefening van de activiteiten bedoeld in de Verordening (EU) nr. 1214/2011, eveneens houder zijn van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent - grensoverschrijdend transport’.”

## DISPOSITIEF

### Artikel 3

Het bepaalde in het ontworpen artikel 8, 8°, in artikel 3, 4° [lees: 3°] van het ontwerp lijkt de woorden "nadat betrokkene met goed gevolg een schietoefening heeft uitgevoerd en dit na het bekomen van het brevet "bekwaamheidattest bewakingsagent - gewapende opdrachten of het 'bekwaamheidsattest bewakingsagent - aanpassingsopleiding gewapende opdrachten'", die voorkomen in artikel 23 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 'betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen', zoals het gewijzigd is bij artikel 6 van het ontwerp, overbodig te maken, aangezien de voorwaarde dat men houder dient te zijn van die bekwaamheidsattesten niet meer geldt voor de afgifte van het "attest-schietoefening", maar wel om toegelaten te worden tot de opleiding voor het behalen van dat attest.

### Artikel 10

Aangezien er in het dossier verder niets over wordt gezegd, kan de afdeling Wetgeving niet uitmaken aan welke noodzaak de in het ontworpen artikel 46, tweede lid, opgelegde beperking beantwoordt, inzonderheid wat de gevallen betreft, waarin de betrokkenen, wegens bijzondere omstandigheden, hun opleiding hebben moeten onderbreken of niet aan de examens hebben kunnen deelnemen.

De steller van het ontwerp moet in dat verband een rechtvaardiging kunnen geven.

## WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN<sup>6</sup>

1. In de inleidende zinnen van het artikel 2 tot het artikel 14 van het ontwerp verdient het aanbeveling om, na de opgave van de bepaling die gewijzigd of vervangen zou worden, telkens de woorden "van hetzelfde besluit" in te voegen<sup>7</sup>.

2. De inleidende zinnen van de artikelen 1, 10 en 11 van het ontwerp behoren te worden gesteld als volgt:

"Artikel (...) wordt aangevuld met een lid, luidende<sup>8</sup>:

Dezelfde opmerking geldt, mits de noodzakelijke aanpassingen worden aangebracht, ook voor artikel 6 en voor de inleidende zin van artikel 13 van het ontwerp.

---

<sup>6</sup> Deze opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen over de bevoegdheid van de federale overheid.

<sup>7</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-2.

<sup>8</sup> *Ibid.*, formule F 4-2-5-4.

3. Wanneer een wijziging betrekking heeft op de vervanging van woorden in een bepaling, schrijve men:

“In artikel ... worden de woorden “...” vervangen door de woorden “...”.<sup>9</sup>

Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 2, 3°, 4, 3° en 5, 1°, van het ontwerp.

4. Wanneer de wijziging betrekking heeft op de vervanging van een onderdeel van een opsomming, schrijve men:

“In artikel..., worden de bepalingen onder X° vervangen als volgt:

‘X° ...’.<sup>10</sup>

Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 2, 2°, 3, 4° (lees: 3,3°), 4, 1°, 4, 3°, 5, 3° en 5, 4°, van het ontwerp.

5. In artikel 2, 1°, 2° en 3°, van het ontwerp behoren respectievelijk voor het ontworpen artikel 3, 1°, 13° en 17°, de nog geldende vroegere wijzigingen te worden vermeld, die zijn aangebracht in de gewijzigde of vervangen onderverdeling<sup>11</sup>.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, 2° en 4° (lees : 3°), alsook voor de artikelen 5 en 14 van het ontwerp.

6. In artikel 3, 1°, van het ontwerp schrijve men “de inleidende zin wordt vervangen als volgt” in plaats van “het eerste lid wordt als volgt vervangen”.

Zo ook dienen in artikel 5, 1°, van het ontwerp de woorden “in het eerste lid” vervangen te worden door de woorden “in de inleidende zin”.

7. Artikelen of andere indelingen van het dispositief horen nooit te worden vernummerd<sup>12</sup>.

Artikel 4 van het ontwerp (ontworpen artikel 17) dient derhalve gewijzigd te worden als volgt:

- in onderdeel 1° schrijve men “1° het bepaalde onder 3° wordt vervangen als volgt: '3°...!';”;

- er behoort een nieuw onderdeel 2° te worden ingevoegd, dat luidt als volgt: “2° het bepaalde onder 4° wordt opgeheven.”;

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, formule F 4-2-8-1.

<sup>10</sup> *Ibid.*, formule F 4-2-6-1.

<sup>11</sup> *Ibid.*, aanbevelingen 113 tot 115.

<sup>12</sup> *Ibid.*, aanbeveling 125.

- in onderdeel 2° (dat 3° wordt) schrijve men: “3° het bepaalde onder 5° wordt vervangen als volgt: '5°...'.’”;

- in onderdeel 3° (dat 4° wordt) schrijve men: “4° het bepaalde onder 6° wordt vervangen als volgt: '6°...'.’”;

Bijgevolg is het huidige artikel 4, 4°, van het ontwerp, zinloos en dient het te vervallen.

Dezelfde opmerkingen gelden, mits de noodzakelijke aanpassingen worden aangebracht, ook voor artikel 5 van het ontwerp (ontworpen artikel 21*bis*).

8. De inleidende zin van artikel 9 dient gesteld te worden als volgt:

“In artikel 42 van hetzelfde besluit dient het tweede lid vervangen te worden als volgt:”.

9. In artikel 14 van het ontwerp moeten in het begin van het ontworpen artikel 95*bis*, de woorden “Art. 95*bis*.” worden ingevoegd.

In het laatste lid van dezelfde bepaling dienen de woorden “elke wijziging van de adresgegevens zoals bedoeld in het eerst lid” vervangen te worden door de woorden “elke wijziging van het in het eerste lid vermelde adres”.

10. Artikel 15 behoort gesteld te worden als volgt:

“De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit”<sup>13</sup>.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT

LE GREFFIER EN CHEF –  
DE HOOFDGRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT –  
DE EERSTE VOORZITTER

Danièle LANGBEEN

Yves KREINS

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, formule F 4-7-1.